

EUROmad 2022-TPG Espagne sur la question Biélorusse et Ukrainienne

L'Espagne se situe sur la Péninsule Ibérique, au Sud Ouest de l'Europe, et possède des frontières avec la France au Nord, le Portugal à l'Ouest et l'Andorre au Nord-Est. Elle est entrée dans la Communauté Européenne le 1er janvier 1986 en signant le traité de Madrid/Lisbonne et dans l'espace Schengen à la même date. La monnaie de l'Espagne est l'euro, adoptée en même temps que le reste de la zone euro, en 1999. Ce pays est organisé en Monarchie Constitutionnelle. Le roi, Felipe VI, est le chef d'État et le président du gouvernement est Pedro Sanchez. Celui-ci est membre du parti socialiste ouvrier et est au pouvoir depuis 2018. L'Espagne est considérée comme un État n'étant ni unitaire, ni fédéral, ce qui en fait une spécificité européenne. L'Espagne est devenue le seizième pays membre de l'OTAN en 1982. Notre population est très divisée par rapport à l'intervention de cette organisation dans le conflit russo-ukrainien.

L'Union Européenne, plus que pour des raisons économiques avantageuses, a été fondée pour maintenir une paix durable. Pourtant, la Russie, en envahissant l'Ukraine, met fin à une période de paix sur le continent Européen depuis les guerres d'ex-Yougoslavie. Celle-ci, pour laquelle nous nous sommes battus pendant de longues années, est en péril et c'est pourquoi nous devons sanctionner la Russie et la Biélorussie pour qu'elles se retirent d'Ukraine. La Biélorussie, devenue un vassal de la Russie, violant le droit international, nous n'avons d'autre choix que d'être hostile envers ce pays. Les relations que nous avons avec la Biélorussie sont de la plus haute importance pour rétablir l'ordre. Celles que nous entretenons avec l'Ukraine sont également cruciales dans la mesure où nous compatissons pour ce pays et où le soutien apporté lui est essentiel. De plus, l'invasion a fait émerger l'Ukraine sous un nouveau jour. Bien que son importance stratégique n'ait jamais cessé d'exister, c'est maintenant que l'on s'en rend vraiment compte. L'absence d'une véritable politique étrangère commune fait des relations bilatérales un facteur très important. De plus, la question des relations avec la Russie influe sur le positionnement à l'égard de l'Ukraine. Nous invitons donc tous les États à sanctionner la Russie et la Biélorussie et à soutenir l'Ukraine du mieux qu'ils le peuvent malgré leur dépendance au plus grand pays du monde.

D'après le premier article de la charte des Nations Unies, les États doivent « développer [...] des relations amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes ». Ayant signé ce traité et l'approuvant, nous nous plaçons contre l'envahisseur, la Russie, mais également contre la Biélorussie qui, en soutenant la Russie, ne respecte pas non plus cet article, mettant en péril la sécurité et le bien-être de l'Ukraine. Cependant, ne voulant pas plus détériorer les relations, déjà tendues, avec les belligérants, nous souhaitons discuter ouvertement avec eux afin de trouver des solutions viables pour tous.

L'Espagne, étant intégrée dans l'Union Européenne, soutient ses décisions, souhaite apporter la meilleure aide possible à l'Ukraine et impose les mêmes contraintes au pays impliqués dans la destruction du peuple ukrainien. Ainsi, l'Espagne a mis en place des sanctions individuelles et économiques visant une vingtaine de personnes, a adopté des restrictions commerciales, a soutenu l'exclusion de trois banques biélorusses du système SWIFT, a interdit d'effectuer des transactions avec la Banque Centrale de Biélorussie, a limité les entrées financières en provenance de ce pays et ne fournit plus de billets de banque en euros à la Biélorussie. Le rôle de cette dernière n'est tout de même pas le même que celui de la Russie. Ainsi, les sanctions différeront forcément sans être diamétralement opposés. En rapport avec l'Ukraine, mis à part l'accueil de réfugiés, nous avons envoyé un convoi d'aide humanitaire composé de 20 tonnes produits sanitaires et médicaments, véhicules, équipements de protection individuelle, ouvertures, et tentes, entre autres. Ceci est un signe supplémentaire de notre soutien et de notre solidarité avec l'Ukraine.

Les mesures restrictives adoptées font partie des solutions mises en place pour que le conflit prenne fin le plus rapidement possible. Cependant, nous avons toujours foi en la diplomatie et les discussions bien que ces dernières n'ont, pour l'instant, pas été fructueuses. La communication est donc un aspect des plus importants que nous souhaitons continuer pour retrouver un équilibre. Souhaitant aider le peuple victime d'attaques, nous acceptons d'accueillir des réfugiés ukrainiens et de leur offrir un maximum de confort.

Si le conflit s'enlise, de nouvelles sanctions économiques peuvent voir le jour et des discussions au sein de l'Union Européenne peuvent mettre en lumière de nouveaux moyens de sanctionner la Biélorussie.

Cependant, notre politique de non violence ne pourra certainement pas être remise en cause. Nous avons été détruits par la guerre le siècle dernier et malgré notre volonté d'aide à l'Ukraine, nous ne pourrions pas intervenir militairement. La guerre déchire bien trop les peuples pour que nous puissions la voir comme un moyen de résolution de conflit et de formation d'une paix positive. Nous soutenons donc une politique pacifiste, mais en cas de l'enlisement au conflit, cette politique pourrait être remise en question.

En désaccord avec la guerre et soutenant une politique de non violence, notre but est de régler ce conflit avec la diplomatie. Les relations bilatérales n'ayant pas été fructueuses, nous avons été contraints à sanctionner économiquement la Russie et la Biélorussie afin de leur montrer notre mécontentement et pour les inciter à laisser l'Ukraine disposer d'elle-même. Nous souhaitons tout de même continuer les discussions et tenter d'instaurer une paix positive durable. Nous incitons les autres nations à agir dans le même but.

L'Espagne est un pays à majorité europhile avec environ 70 % d'opinions favorables à l'Union Européenne selon l'Eurobaromètre. Ainsi, l'Espagne aura une opinion presque totalement alignée à celle cette organisation régionale.